



4^e trimestre 2018 : accélération des créations d'emploi, recul du chômage

Au 4^e trimestre 2018, les indicateurs conjoncturels sont plus favorables en Bretagne qu'au niveau national. L'emploi salarié accentue sa hausse (+ 0,4 % après + 0,2 %). Il croît plus vivement qu'en France, au 4^e trimestre comme sur l'ensemble de l'année. L'emploi augmente dans chaque grand secteur de l'économie bretonne et l'intérim progresse à nouveau. L'accélération de l'emploi s'observe dans les quatre départements bretons, en particulier en Ile-et-Vilaine.

Le taux de chômage diminue fortement en fin d'année pour s'établir à 7,2 % de la population active, son niveau le plus bas depuis 2010. Il demeure le plus faible des régions avec celui des Pays de la Loire. Dans le même temps, le nombre de demandeurs d'emploi baisse également plus fortement qu'au niveau national.

Dans la construction de logements neufs, les perspectives fléchissent avec un maintien de l'activité, et elles restent mieux orientées qu'au niveau national.

La fréquentation des hôtels bretons demeure à un niveau élevé, malgré une légère diminution par rapport au 4^e trimestre 2017. Enfin, les créations d'entreprises continuent à augmenter et les défaillances à reculer.

Valérie Mariette, Insee

Rédaction achevée le 29 mars 2019

L'emploi salarié accélère en fin d'année

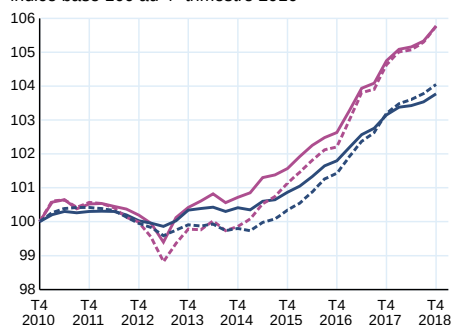
Au 4^e trimestre 2018, l'emploi salarié total progresse de 0,4 %, soit 5 200 créations nettes d'emploi en trois mois après + 0,2 % au trimestre précédent (figure 1). La progression est plus soutenue qu'en France hors Mayotte (+ 0,2 %). Elle résulte principalement de l'emploi privé, en hausse de 0,4 % dans la région (+ 0,3 % au niveau national).

Sur un an, l'emploi salarié total croît de 1,0 % en Bretagne, correspondant à 11 800 emplois supplémentaires depuis la fin du 4^e trimestre 2017. Ce rythme de progression annuel demeure plus élevé qu'au niveau national (+ 0,6 %) et situe

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Bretagne
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Bretagne
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

la Bretagne au 6^e rang des régions françaises. L'emploi salarié privé augmente de 1,1 % sur un an dans la région (+ 0,8 % au niveau national).

Rebond dans l'intérim, croissance solide du tertiaire marchand

Après trois trimestres consécutifs de baisse, l'emploi **intérimaire** rebondit fin 2018 (figure 2). Il progresse de 1,3 % au 4^e trimestre en Bretagne (+ 600 emplois), ce qui n'est pas le cas pour la France hors Mayotte (- 1,5 %). En un an, le repli de l'emploi intérimaire est moins important dans la région (- 2,5 %) qu'au niveau national (- 3,3 %).

2 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bretagne
- France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



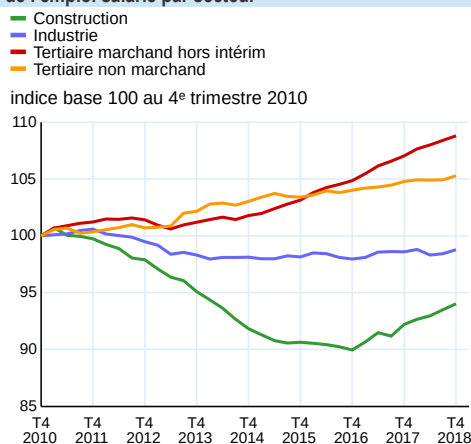
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee.

Ventilé par secteurs utilisateurs, le rebond de l'emploi intérimaire breton au 4^e trimestre 2018 résulte du secteur tertiaire marchand (+ 2,9 % soit + 400 emplois) mais aussi de l'industrie (+ 2,4 % soit + 500 emplois). Dans ce secteur, la fabrication de matériel de transport accentue fortement son recours à l'intérim en fin d'année (+ 55,8 % soit + 670 emplois), en lien notamment avec l'accélération de l'activité du groupe PSA sur le site de la Janais à proximité de Rennes. En revanche, la construction recourt moins à l'intérim fin 2018 (- 3,5 % soit - 300 emplois).

Au 4^e trimestre 2018, le **tertiaire marchand hors intérim** contribue de nouveau fortement aux créations d'emploi en Bretagne (*figure 3*). Dans ce secteur, la hausse s'établit à 0,4 % (+ 1 800 emplois), comme au niveau national. En un an, 7 900 emplois supplémentaires sont comptabilisés dans la région (+ 1,7 %), soit une progression plus élevée qu'au niveau national (+ 1,2 %).

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trim. Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

Le sous-secteur de l'**information et de la communication** contribue fortement à la progression de l'emploi au sein du tertiaire marchand en Bretagne, aussi bien au 4^e trimestre (+ 1,9 % soit + 600 emplois) que sur un an (+ 3,7 % soit + 1 100 emplois). L'emploi dans les **services aux entreprises hors intérim** reste dynamique fin 2018, en hausse de 0,7 % (+ 700). Sur un an, ce sous-secteur affiche 2 900 emplois supplémentaires (+ 3,1 %). Dans le **transport et l'entreposage**, l'emploi rebondit au 4^e trimestre (+ 0,6 % soit + 400 emplois) après une baisse de 0,6 % au 3^e trimestre. Sur un an, il progresse de 1,1 % (+ 600 emplois). Dans les **activités immobilières**, l'emploi croît de 0,8 % au 4^e trimestre et de 1,6 % en un an. Dans les **services aux ménages**, il augmente de 0,4 % au 4^e trimestre mais demeure en léger repli sur un an (- 0,1 %). Après quatre trimestres dynamiques, l'emploi dans le **commerce** marque le pas en fin d'année (+ 0,1 %). Sur un an, la hausse reste soutenue (fin d'année soit 2 200 emplois supplémentaires). Malgré un repli de 0,4 % ce trimestre (- 200), l'emploi dans l'**hébergement et la restauration** présente toujours une nette progression sur un an (+ 2,6 % soit 1 200 emplois en plus). Dans les **activités financières et d'assurance**, l'emploi est quasi stable au 4^e trimestre (- 0,1 %) et recule de 0,4 % sur un an (- 150 emplois).

Dans le domaine **tertiaire principalement non marchand**, l'emploi augmente de 1 400 au 4^e trimestre 2018 (+ 0,3 %) et de 1 900 sur un an (+ 0,5 %). Au niveau national, il est quasi stable au 4^e trimestre (+ 0,1 %) comme sur l'année (- 0,1 %).

L'emploi augmente dans l'industrie et poursuit sa progression dans la construction

Après une légère hausse au 3^e trimestre (+ 0,1 %), l'emploi salarié dans les **secteurs industriels** progresse de 0,4 % au 4^e trimestre 2018 (+ 600). Sur un an, il croît de 0,2 % (+ 300 emplois). Au

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisées est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

niveau national, l'emploi industriel augmente de 0,2 % au 4^e trimestre et de 0,3 % sur un an.

L'emploi dans l'**industrie agroalimentaire** bretonne repart à la hausse en fin d'année (+ 0,5 % au 4^e trimestre soit + 350 emplois) après deux trimestres de baisse. Sur un an, l'emploi y progresse de 0,4 % (+ 300). Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi continue à augmenter au 4^e trimestre (+ 0,4 % après + 0,7 %) et croît de 1,0 % sur un an (+ 200).

L'emploi dans la **fabrication d'autres produits industriels** progresse de 0,2 % sur le trimestre comme sur un an (+ 100). Dans le secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage**, il progresse également de 0,2 % au 4^e trimestre mais demeure quasi stable sur un an (- 0,1 %). Malgré un léger redressement en fin d'année (+ 0,2 %), l'emploi dans la **fabrication de matériels de transport** demeure en recul sur un an (- 2,7 % soit - 300 emplois).

L'emploi salarié dans la **construction** poursuit sa progression. Il augmente de nouveau de 400 au 4^e trimestre (+ 0,5 %), soit une croissance annuelle de 1 400 emplois (+ 2,0 %). Ce rythme reste similaire à celui de la France hors Mayotte : + 0,5 % sur le trimestre et + 1,9 % sur un an.

L'Ille-et-Vilaine affiche le plus fort dynamisme

Au 4^e trimestre 2018, l'emploi salarié accélère dans chaque département breton, en particulier en Ille-et-Vilaine (+ 0,7 % après + 0,4 % au 3^e trimestre). Ce département gagne 3 100 emplois en trois mois. Cela vaut notamment pour l'intérim en net rebond (+ 4,8 % soit + 800 emplois) et le tertiaire, marchand (+ 900) ou non marchand (+ 1 200). Dans le Morbihan, la hausse trimestrielle de l'emploi salarié s'établit à 0,4 % (+ 1 100) après + 0,1 % au 3^e trimestre. Elle est toutefois freinée par sa composante intérimaire (- 2,7 % soit - 250 emplois). C'est également le cas dans le Finistère avec une hausse globale de l'emploi salarié de 0,2 % (+ 500) et un repli de 2,4 % dans l'intérim (- 200). Dans les Côtes-d'Armor, l'emploi croît de 0,3 % au 4^e trimestre (+ 500), sous l'effet notamment d'un regain dans l'intérim (+ 2,8 % soit + 200 emplois).

Sur un an, l'emploi dans les **Côtes-d'Armor** progresse de 0,9 %. Parmi les 1 800 emplois supplémentaires, plus de 800 relèvent de l'intérim (+ 11,8 %), 600 du tertiaire marchand hors intérim (+ 0,8 %), 300 de l'industrie (+ 1,1 %) et 200 de la construction (+ 1,9 %). À l'inverse, l'emploi recule de 0,5 % dans le tertiaire non marchand.

Dans le **Finistère**, l'emploi augmente de 0,5 % (+ 1 700). Le tertiaire marchand hors intérim en rassemble plus de 1 000 (+ 0,8 %), suivi par la construction (+ 500, soit + 2,8 %). En revanche, l'emploi intérimaire recule de 8,6 %.

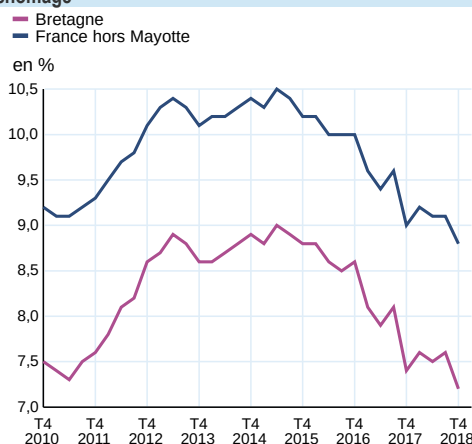
En **Ille-et-Vilaine**, l'emploi progresse de 1,3 % sur un an (+ 5 700). Plus de 4 500 relèvent du tertiaire marchand hors intérim (+ 2,4 %), 1 300 du tertiaire non marchand (+ 0,9 %) et 500 de la construction (+ 1,8 %). À l'inverse, l'emploi intérimaire recule fortement (− 4,0 % soit 700 emplois de moins en un an) et l'emploi industriel baisse légèrement (− 0,3 %).

Dans le **Morbihan**, l'emploi augmente de 1,0 % sur un an (+ 2 500). Le domaine tertiaire concentre l'essentiel de la progression : + 1 800 dans les secteurs marchands hors intérim (+ 1,9 %) et + 700 dans les secteurs non marchands (+ 0,8 %). En hausse de 1,3 %, la construction gagne 200 emplois, comme l'industrie (+ 0,5 %). En revanche, l'emploi intérimaire recule de 4,0 % (− 400 emplois).

Le taux de chômage diminue fortement au dernier trimestre

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 7,2 % de la population active au 4^e trimestre 2018, son plus bas niveau depuis fin 2010 (*figure 4*). En recul de 0,4 point ce trimestre et de 0,2 point sur un an, il demeure le plus faible taux régional avec celui des Pays de la Loire. En France hors Mayotte, le taux de chômage se replie à un rythme proche de celui de la Bretagne : − 0,3 point au 4^e trimestre et − 0,2 point sur un an. Au 4^e trimestre 2018, il s'établit ainsi à 8,8 % de la population active.

4 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Le recul constaté au niveau régional, au 4^e trimestre et sur un an, est du même ordre dans chaque département. Fin 2018, le taux de chômage s'établit ainsi à 6,5 % en Ille-et-Vilaine, 7,5 % dans le Finistère, 7,6 % dans le Morbihan et 7,7 % dans les Côtes-d'Armor.

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) diminue de 1,9 % en moyenne au 4^e trimestre 2018, soit plus qu'en France (− 1,1 %). Sur un an, la baisse observée dans la région (− 1,8 %) est supérieure à celle du niveau national (− 1,4 %). En intégrant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C), dont le nombre recule de 0,6 %, le nombre d'inscrits en catégories A, B ou C à Pôle emploi au 4^e trimestre décroît de 1,3 % en Bretagne (− 0,8 % en France). Sur un an, il recule également plus dans la région (− 0,5 %) qu'en France (− 0,2 %).

Par classes d'âge, le recul du nombre d'inscrits en catégories A, B ou C bénéficie plus aux jeunes de moins de 25 ans, au 4^e trimestre (− 3,9 %) comme sur un an (− 2,5 %). Pour les personnes de 25 à 49 ans, la baisse est de 1,3 % sur le trimestre et de 1,0 % sur un an. En revanche, les seniors (50 ans ou plus) demeurent plus nombreux en fin d'année parmi les inscrits (+ 0,2 % au 4^e trimestre, + 1,9 % sur un an). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B ou C depuis plus d'un an augmente à nouveau,

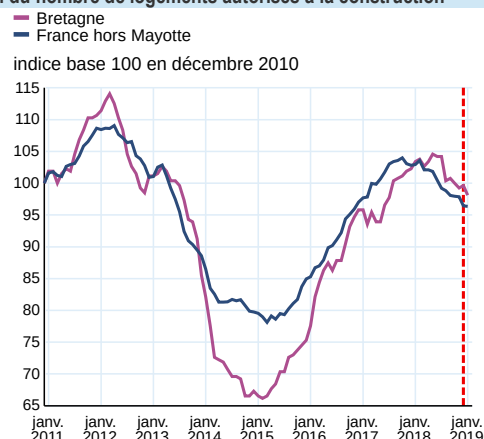
de 0,2 % sur trois mois (+ 3,0 % sur un an). Ils représentent 46,7 % des inscrits fin 2018, soit + 1,6 point en un an.

La demande d'emploi en catégories A, B ou C diminue dans chaque département breton au 4^e trimestre. C'est particulièrement le cas en Ille-et-Vilaine (− 2,2 %). Cependant, sur l'ensemble de l'année 2018, le nombre d'inscrits est stable dans ce département alors qu'il recule de 1,2 % dans le Morbihan, 0,7 % dans les Côtes-d'Armor et 0,4 % dans le Finistère.

Construction : les perspectives fléchissent de nouveau, l'activité se stabilise

Les perspectives de construction de logements neufs se dégradent à nouveau au 4^e trimestre (*figure 5*). De janvier à décembre 2018, 25 700 permis de construire ont été délivrés dans la région. Ce cumul sur douze mois se replie de 2,1 % par rapport à celui du trimestre précédent (d'octobre 2017 à septembre 2018) après − 3,2 % au 3^e trimestre. Sur un an, il s'inscrit dorénavant à la baisse, inférieur de 4,2 % au cumul de janvier à décembre 2017. En France hors Mayotte, le recul au 4^e trimestre est identique à celui de la région mais il est plus important sur un an (− 6,9 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt. Source : SDES, Sit@del2.

En Ille-et-Vilaine, le nombre de logements autorisés, cumulé sur douze mois, progresse de 1,5 % au 4^e trimestre mais se replie légèrement sur un an (− 0,4 %). Dans les Côtes-d'Armor, il recule de 4,6 % sur un trimestre et de 5,4 % sur un an. Dans le Morbihan, il diminue de 5,3 % sur le trimestre et de 6,8 % sur un an. Dans le Finistère, il se replie légèrement moins au 4^e trimestre (− 3,4 %) mais présente le plus fort recul sur un an (− 7,1 %).

L'activité de mise en chantier de logements neufs se maintient au 4^e trimestre. De janvier à décembre 2018, ces mises en chantier correspondent à 25 400 logements dans la région. Ce cumul sur douze mois progresse de 0,7 % par rapport à celui du trimestre précédent, alors qu'il diminue de 2,2 % en France hors Mayotte. Sur un an, l'activité reste en hausse en Bretagne, supérieure de 4,7 % au cumul de 2017 alors qu'elle recule de 4,0 % au niveau national.

Au niveau départemental, l'évolution de l'activité est contrastée. Dans le Finistère, malgré un repli de 1,9 % au 4^e trimestre, le nombre de mises en chantier en 2018 est nettement supérieur à celui de 2017 (+ 22,0 %). À l'opposé, l'activité fléchit sensiblement dans les Côtes-d'Armor (− 4,9 % au 4^e trimestre et − 8,8 % sur un an). En Ille-et-Vilaine et dans le Morbihan, le nombre de mises en chantier progresse toujours (respectivement + 3,1 % et + 2,6 % sur un trimestre ; + 3,1 % et + 0,6 % sur un an).

De janvier à décembre 2018, le cumul annuel des surfaces de locaux autorisés s'établit à 2,7 millions de m² en Bretagne. Il diminue de 2,3 % par rapport au trimestre précédent et de 1,2 % sur

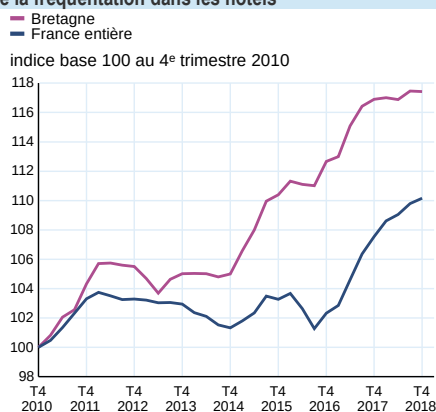
un an. Au niveau national, il décroît de 1,3 % sur le trimestre et de 3,0 % sur un an.

Fréquentation élevée dans les hôtels bretons, en léger repli toutefois

Au 4^e trimestre 2018, les hôtels bretons enregistrent 1,5 million de nuitées. La fréquentation s'établit à un niveau élevé malgré un léger repli de 0,2 % par rapport au 4^e trimestre 2017 (figure 6). Ce recul des nuitées s'explique par la moindre fréquentation de la clientèle résidente (-0,2 %), alors que celle des non-résidents (environ 10 % des nuitées) progresse de 0,4 %. Mois par mois, le nombre de nuitées recule de 1,1 % en octobre mais croît de 0,6 % en novembre et de 0,3 % en décembre.

En France, la fréquentation hôtelière progresse de 1,5 % au 4^e trimestre, de nouveau portée par la clientèle non résidente (+5,7 %), alors que la fréquentation des touristes résidents diminue de 0,6 %.

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

L'activité française serait surtout soutenue par la demande intérieure

Selon la dernière note de conjoncture de l'Insee, l'économie française, jusqu'ici moins exposée que d'autres aux turbulences du commerce mondial, et stimulée par une politique budgétaire plus expansionniste qu'envisagé il y a quelques mois, gagnerait un peu de vitesse au premier semestre 2019 (+0,4 % de croissance par trimestre après +0,3 % au quatrième trimestre 2018). L'investissement des entreprises demeurerait dynamique, surtout en services, et les gains de pouvoir d'achat des ménages de fin 2018 et début 2019 soutiendraient la consommation. En revanche, le commerce extérieur pèserait à nouveau légèrement sur la croissance, après une fin d'année 2018 portée par d'importantes livraisons aéronautiques.

En moyenne annuelle, l'acquis de croissance pour la France en 2019 serait de +1,1 % à mi-année, après +1,6 % de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 (selon la dernière estimation des comptes nationaux trimestriels).

Plus de créations et moins de défaillances d'entreprises

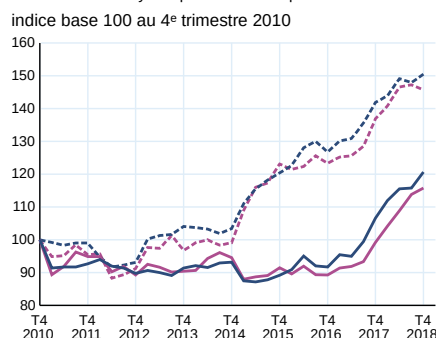
Au 4^e trimestre 2018, 6 000 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 7). Ce nombre croît de 1,7 % par rapport au trimestre précédent, à un rythme moins soutenu qu'en France (+4,2 %). Sur un an, il augmente néanmoins plus dans la région (+16,7 %) qu'au niveau national (+13,1 %).

En Bretagne, les immatriculations de micro-entrepreneurs progressent de 5,6 % au 4^e trimestre 2018 tandis que les autres créations d'entreprises sont en repli de 1,1 %. Sur un an, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs augmente d'un tiers (+33,3 %), à un rythme nettement plus dynamique que pour l'ensemble des autres statuts (+6,4 %). C'est également le cas au niveau national (+22,9 % pour les micro-entrepreneurs, +6,1 % pour les autres entreprises nouvellement créées).

De janvier à décembre 2018, 2 100 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne. Ce cumul annuel diminue de 3,8 % par rapport à celui observé au trimestre précédent (d'octobre 2017 à septembre 2018) alors qu'il augmente de 0,7 % en France. Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprise recule plus en Bretagne (-6,1 %) qu'au niveau national (-1,2 %).

7 Créations d'entreprises

— Bretagne hors micro-entrepreneurs
— France entière hors micro-entrepreneurs
— Bretagne y compris micro-entrepreneurs
— France entière y compris micro-entrepreneurs



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

L'activité économique de la zone euro conserverait un faible régime début 2019

Fin 2018, le recul des échanges extérieurs chinois a pénalisé le commerce mondial, dans le contexte de l'escalade des droits de douanes déclenchée par les États-Unis. En zone euro, début 2019, des soutiens budgétaires viendraient en renfort d'une activité à la peine. Cela permettrait à l'Italie, en récession technique au deuxième semestre 2018, et à l'Allemagne, touchée par les difficultés du secteur automobile, de retrouver début 2019 un rythme de croissance positif bien que modéré. L'activité de la zone euro croîtrait alors de +0,3 % par trimestre. Au Royaume-Uni, les incertitudes autour du *Brexit* perdurent ; la croissance britannique se maintiendrait à faible régime voire reculerait en cas de *Hard Brexit* intervenant dès le mois d'avril. Aux États-Unis, le *shutdown* pèserait au premier semestre sur la consommation et l'investissement public.

Insee Bretagne
36 place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Éric Lesage

Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110
@Insee 2019

Pour en savoir plus

- Données complémentaires dans le Tableau de bord Conjoncture : Bretagne / Insee.fr - Chiffres Clés.
- Note de conjoncture : Soutiens budgétaires en zone euro, sur fond de tensions / Insee Conjoncture (2019, mars).
- Au quatrième trimestre 2018, l'emploi salarié accélère légèrement dans le privé et demeure quasi stable dans la fonction publique / Insee - Dans : Informations rapides - Principaux indicateurs ; n° 2019-61 (2019, mars) - 4 p.
- 3^e trimestre 2018 : l'emploi salarié privé repart à la hausse / Valérie Mariette ; Insee Bretagne - Dans : Insee Conjoncture Bretagne ; n° 23 (2019, janvier) - 4 p.
- Emploi, chômage, revenus du travail - Édition 2018 / Insee Références (2018, juillet) - Encadré 2 : « Comparaison sur la période récente entre l'évolution du chômage au sens du BIT et celle du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi » pages 20 à 22.



Insee
Mesurer pour comprendre